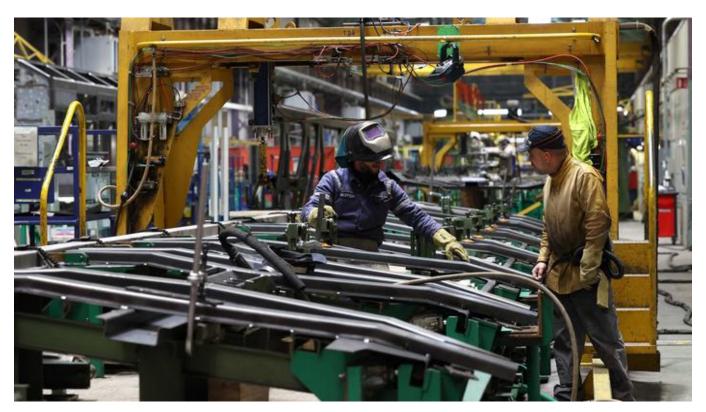


# L'irrémédiable déclin du nombre d'ouvriers dans la population

Par **Thomas Engrand** 

Publié le 29/04/2024 à 18:20



Seulement 18,9 % des personnes actuellement en emploi sont des ouvriers, contre 30 % il y a quarante ans. FREDERICK FLORIN / AFP

### En 40 ans, leur poids a diminué de plus d'un tiers. Même en cas de réindustrialisation, aucun retour en arrière n'est envisageable.

« En 2020, la part des cadres dans la population française est devenue plus importante que celle des ouvriers », aime rappeler Gilles Gateau, président de l'Association pour l'emploi des cadres (Apec). Ce mouvement témoigne autant d'une montée en puissance des profils diplômés dans l'économie française que du déclin du nombre de travailleurs dans les usines. La dernière livraison de l'étude « Portrait des professions », publiée lundi par l'Insee, le confirme : seulement 18,9 % des personnes actuellement en emploi sont des ouvriers, contre 30 % il y a quarante ans.

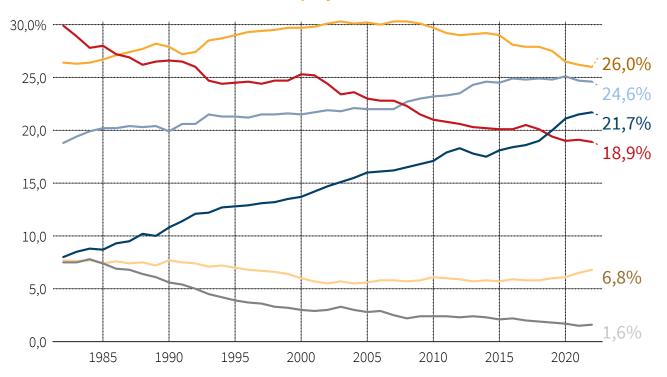
Sans surprise, la désindustrialisation compte pour beaucoup dans ce recul. La part de <u>l'industrie manufacturière</u> a vu son poids passer de plus de 20 % du PIB au tournant des années 1980 à seulement 10 % aujourd'hui. Un lent déclin auquel le gouvernement a promis de mettre fin, notamment grâce au plan <u>France 2030</u> doté de 54 milliards d'euros. Coûteuse, cette politique produit des effets, plaide-t-il, en pointant les <u>300 implantations nettes</u> <u>d'usines</u> et la création de 90.000 emplois industriels enregistrées dans le pays depuis 2017.

## En 40 ans, la part cumulée des agriculteurs et des ouvriers a diminué de près de la moitié

Répartition des personnes en emploi selon le groupe socioprofessionnel, en %

Agriculteurs — Artisans, commerçants et chefs d'entreprise — Cadres





Source: Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.



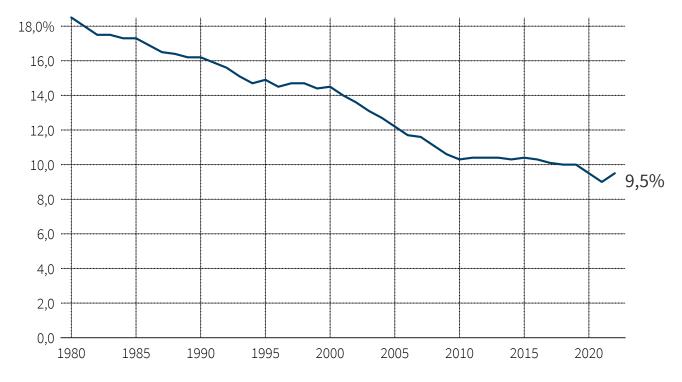
Malgré ce volontarisme, il paraît peu probable que la France enregistre une remontée notable du nombre d'ouvriers à long terme. La désindustrialisation n'est qu'une cause parmi d'autres de ce recul. « Depuis 2010, la part de l'industrie dans le PIB a cessé de diminuer, sans interrompre la baisse tendancielle », constate Olivier Lluansi, chargé par Bercy d'une mission sur la politique industrielle. Le progrès technique joue un rôle bien plus

important. Hier, l'automatisation et la robotisation, aujourd'hui et demain, l'intelligence artificielle réduisent fortement la main-d'œuvre nécessaire pour faire tourner une usine.

Le gouvernement a comme objectif de faire remonter la part du secteur secondaire à 12 % du PIB en 2035, contre 10 % actuellement. « Ce chiffre permettrait à la France de rééquilibrer sa balance commerciale industrielle », explique Olivier Lluansi. Mais un tel scénario supposerait que le secteur puisse croître de 20 % en dix ans, un objectif extrêmement ambitieux. Même si la France y parvenait, les créations nettes d'emplois seraient limitées. Les économistes les chiffrent à 500.000, insuffisant pour compenser les 2,5 millions d'emplois détruits dans le secteur depuis le milieu des années 1970. La majorité de ce solde serait en outre destinée à des cadres et techniciens. Les ouvriers non-qualifiés ne représenteraient que 10 % de cette hausse, et ceux qualifiés, 20 %. Une goutte d'eau dans la population active française, composée de 30 millions de personnes entre 15 et 64 ans.

#### Le lent déclin de l'industrie

Valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PIB en France, en %



Source: Banque mondiale



Le faible impact sur le chômage n'empêche pas les grandes puissances de se livrer une course effrénée aux subventions dans l'espoir d'attirer les usines, en particulier dans les secteurs stratégiques comme les batteries ou les semi-conducteurs. Ainsi, l'Allemagne a promis 10 milliards d'euros à Intel pour le pousser à s'installer à Magdebourg, dans le nord du pays. À la clé, le site doit employer 3000 personnes et 7000 pour la construction. Soit, un coût de 1 million d'euros par emploi créé pour le contribuable allemand. La France n'est pas en reste, même si ses marges de manœuvre budgétaires ne lui permettent pas la même générosité. Bercy n'a par exemple pas hésité à signer un chèque de 1,5 milliard d'euros pour attirer le taïwanais ProLogium et ses 2000 emplois à Dunkerque.

### Le handicap de la formation

Au-delà du coût, un autre aspect pourrait faire dérailler les grandes ambitions du chef de l'État en matière de réindustrialisation : la formation.

Actuellement, le secteur rencontre déjà les pires difficultés pour remplir les postes vacants. Selon la dernière enquête sur les besoins de main-d'œuvre 2024 publiée mi-avril par France Travail, des emplois tels qu'« ouvriers qualifiés en conduite d'équipement d'usinage » ou « ouvriers en chaudronnerie et tôlerie » font une nouvelle fois partie des métiers où le taux de difficultés à embaucher est le plus élevé.

Etonnamment, « la France forme environ 125.000 personnes par an dans l'industrie, suffisamment pour couvrir les besoins », assure Olivier Lluansi. Les problèmes viennent du « taux d'évaporation » : 50 % des diplômés de ces filières choisissent de ne pas y travailler. Bien que largement erronée, l'image de pénibilité que se font beaucoup de jeunes de la vie en usine n'est pas innocente dans cette désaffection. Autre frein, le nombre toujours important de formations vers des métiers sans débouché. La réforme des lycées professionnels, qui entre progressivement en vigueur, doit permettre d'atténuer le problème. À terme, l'objectif du gouvernement est de transformer la carte des cursus de 25 % à horizon 2027. Mais la plus grosse faille - et la plus ignorée - reste l'orientation. De nombreux élèves sont envoyés dans l'industrie par défaut. Résultat, même diplômés, certains se

réorientent ou essaient pour une durée très courte avant de jeter l'éponge. Un problème régulièrement pointé du doigt mais qui reste, pour le moment, sans réponse.

#### La rédaction vous conseille

- → Paris, Berlin et Rome lancent la chasse aux normes européennes
- → «Les produits utilisés et retraités nous font peur»: en Savoie, un projet de relance industrielle divise la population
- → Ces entreprises que les normes écologiques empêchent de s'étendre

#### **Sujets**

industrie

ouvriers